

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Philippe MACHENAUD-JACQUIER
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

NUMERO SPECIAL

Matahiti 159
N° 33 - Numera Taae

TE VE'A A TE. HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 25
no Atete 2010

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 42 52 61

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

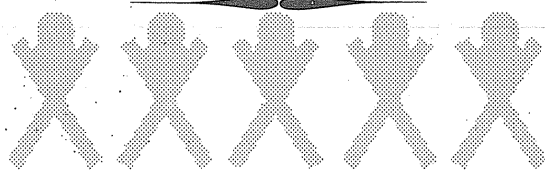
ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Pages

Lois du pays

Loi du pays n° 2010-12 du 25 août 2010 relative à la mise en œuvre par les communautés de communes des dispositions des sections 4 et 6 du chapitre 1er du titre III de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française

344



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

LOIS DU PAYS

LOI DU PAYS n° 2010-12 du 25 août 2010 relative à la mise en œuvre par les communautés de communes des dispositions des sections 4 et 6 du chapitre 1er du titre III de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française.

Après avis du haut conseil de la Polynésie française,

L'assemblée de la Polynésie française a adopté,

Le Président de la Polynésie française promulgue la loi du pays dont la teneur suit :

Article LP. 1er. — La Polynésie française confie, par arrêté pris en conseil des ministres, aux communes qui souhaitent se constituer en communauté de communes et qui lui en font la demande, le soin d'élaborer des projets de développement économique.

Le transfert, par la Polynésie française, des moyens nécessaires aux communes intéressées, pour élaborer les projets de développement économique, est subordonné à la constitution de la communauté de communes par celles-ci.

A la demande de la communauté de communes, la Polynésie française :

- transmet à celle-ci tous les documents, informations, statistiques, rapports et autres données nécessaires à la réalisation des projets, schémas et plans de développement économique ;
- peut mettre à la disposition de la communauté de communes du personnel de ses services ou établissements publics spécialisés dans le domaine du développement économique ;
- et peut aussi apporter un concours financier.

La réalisation de cette collaboration entre la Polynésie française et la communauté de communes est formalisée par une convention approuvée en conseil des ministres et par l'organe délibérant de la communauté de communes.

Art. LP. 2. — La Polynésie française peut confier aux communautés de communes, au vu d'une demande de leurs organes délibérants, la réalisation d'équipements collectifs ou la gestion de services publics relevant de sa compétence dans le domaine de l'aménagement de l'espace.

La réalisation de cette collaboration entre la Polynésie française et la communauté de communes est formalisée par une convention qui prévoit la participation financière de la Polynésie française pour tout ou partie de ces actions. Cette convention est approuvée en conseil des ministres et par l'organe délibérant de la communauté de communes.

Art. LP. 3. — Le présent acte sera exécuté comme loi du pays.

Fait à Papeete, le 25 août 2010.
Gaston TONG SANG.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

*Le ministre des affaires foncières,
de l'aménagement, de l'habitat
et de l'équipement,*
Tearii ALPHA.

*Le ministre de la reconversion économique,
du commerce extérieur,
de l'industrie et de l'entreprise,*
Teva ROHFRITSCH.

*Le ministre de la santé
et de l'écologie,*
Jules IENFA.

*Le ministre du développement des archipels
et des transports intérieurs,*
Louis FREBAULT.

Travaux préparatoires :

- proposition de loi du pays déposée par M. Benoît Kautai, représentant à l'assemblée de la Polynésie française, et enregistrée au secrétariat général de l'assemblée sous le n° 6822 le 11 juin 2010 ;
- avis n° 28-2010 HCPF du 21 juin 2010 du haut conseil de la Polynésie française ;
- examen par la commission des institutions et des relations internationales le 23 juin 2010 ;
- rapport n° 49-2010 du 23 juin 2010 de M. Benoît Kautai, rapporteur de la proposition de loi du pays ;
- adoption en date du 6 juillet 2010 ; texte adopté n° 2010-12 LP/APF du 6 juillet 2010 ;
- publication à titre d'information au JOPF n° 28 du 15 juillet 2010.